HAL
open science

Thaïlande : après les inondations, le déluge

David Frederic Camroux

▶ To cite this version:

David Frederic Camroux. Thaïlande : après les inondations, le déluge. 2012. hal-00972932

HAL Id: hal-00972932
https://sciencespo.hal.science/hal-00972932

Preprint submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THAÏLANDE : APRES LES INONDATIONS, LE DELUGE

David Camroux
(Maître de conférences des universités rattaché au CERI-Sciences Po)

Les inondations qui ont frappé la Thaïlande au mois d'octobre et coûté la vie à plus de cinq cents personnes sont les plus graves que le pays ait connues depuis plus d'un demi-siècle. Dans l'imaginaire thaïlandais, cette catastrophe naturelle est bien plus qu'un désastre. N'est-elle pas annonciatrice de la fin d'une époque ? En effet, dans l'ancien Siam, le fondement du pouvoir royal reposait sur la maîtrise des eaux (travaux d'irrigation, construction de digues, canaux, etc.) et sur le contrôle de la main-d'œuvre employée à leur réalisation. L'incapacité à protéger ses sujets des forces de la nature témoignait donc de l'incompétence du monarque et annonçait la fin d'une dynastie. Aux yeux de beaucoup, les conséquences des inondations sur « l'âme du pays » et sur son unité sont des plus inquiétantes car le désastre semble clore, en quelque sorte, quinze années de transformations économiques, sociales et surtout politiques.

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES D'UNE CATASTROPHE PREVISIBLE

De telles inondations étaient prévisibles. Dans le cas présent, elles ont été aggravées par l'erreur de ne pas lâcher une partie des eaux des barrages qui avaient atteint leur cote d'alerte, avant l'arrivée des fortes pluies de mousson. A quelques jours de la catastrophe, un rapport britannique rédigé par 350 experts au terme de deux années d'étude, identifiait d'ailleurs les millions d'habitants des plaines de la rivière Chao Phraya comme des victimes potentielles des changements climatiques.

Mais il faut remonter plus loin encore dans le temps pour comprendre les origines du désastre. Ainsi, à partir des années 1950, Bangkok, autrefois surnommée la Venise de l'Orient, a comblé ses canaux et pour privilégier le « tout automobile », devenant ainsi une ville de gratte-ciels avec ses quartiers huppés, ses faubourgs plus pauvres et ses bidonvilles miséreux. Ces derniers ont été les plus touchés par les inondations, alors que le quartier des affaires, très protégé, a été, en grande partie, épargné. Par ailleurs, à partir des années 1970, la Thaïlande s'est transformée en « petit tigre économique ». Des zones industrielles ont été construites, en zone inondable, sur les rives de la rivière Chao Phraya. Ces deux phénomènes ont perturbé le système d'évacuation naturelle des eaux et les cycles de l'économie agricole.

Les conséquences économiques des inondations seront importantes et entraîneront, selon le ministère thaïlandais des Finances, une chute de 1,7% du PIB. La Banque asiatique de développement prévoit une croissance de 7,8% du PIB pour 2010. La reprise est attendue après la récession de 2009 (- 2,3%) et la faible croissance (2,5%) de 2008. A titre de comparaison, le *tsunami* du 24 décembre 2004, à croissance quasi identique, avait généré un différentiel de - 0,3% seulement. Bangkok, premier exportateur mondial de riz, a vu le quart de sa récolte détruite. La capacité à se relever des catastrophes naturelles qu'ont déjà démontrée les paysans thaïlandais laisse cependant espérer une reprise relativement rapide de l'activité. Toutefois, les produits agricoles ne représentent que 12,8% du total des exportations constituées de produits manufacturés et de machines à 61,8%. Or plus de mille entreprises ont été touchées dans sept zones industrielles du pays et 700 000 ouvriers se retrouvent, au moins de façon temporaire, sans emploi. Les conséquences des inondations dépassent donc largement la Thaïlande et perturbent les réseaux de production dans l'ensemble de l'Asie.

Ainsi, sur 2 000 filiales d'entreprises japonaises implantées dans le pays, 450 ont été souffert des inondations. La Thaïlande constitue la principale base de production de Tokyo en Asie du Sud-Est : le Japon y possède 7 000 entreprises, soit cinq fois plus qu'en Indonésie (1 300) ou qu'en Malaisie (1 400), et a investi 3,14 milliards de dollars durant les

sept premiers mois de 2011. Les inondations ont donc été durement ressenties dans un Japon en convalescence après les cataclysmes qui l'ont frappé en mars dernier. Elles pourraient provoquer une nouvelle délocalisation des *keiretsu* (conglomérats d'entreprises) et des multinationales européennes et américaines, notamment vers un Vietnam qui dispose d'une main d'œuvre meilleure marché. En 2010, Hanoï avait déjà bénéficié de près de deux fois plus d'investissements étrangers (17,3 milliards de dollars) que Bangkok (9,25 milliards de dollars) qui se situe au même niveau que Kuala Lumpur (9,02 milliards). La dépendance de la Thaïlande aux exportations (qui représentent entre 53% et 60% de son PNB) lui a permis de sortir rapidement de la crise de 1997–1998. Mais celle-ci est une arme à double tranchant, selon la Banque mondiale. En effet si, depuis la crise financière internationale de 2008, les marchés asiatiques, notamment la Pékin, ont pu compenser le déclin de leurs exportations vers les Etats-Unis et l'Europe, tel n'est pas le cas de Bangkok dont l'économie demeure vulnérable. Chacun espère une reprise rapide du tourisme (qui représente 6% du PNB), largement affecté par les inondations.

UNE TRANSFORMATION SOCIALE ET POLITIQUE CONTRAINTE

Un certain nombre de réalités sociales ont été occultées par la transformation économique de la Thaïlande. En l'espace d'une ou deux générations, le pays, essentiellement agricole, s'est fortement industrialisé : l'industrie manufacturière, des transports et de la communication représentent aujourd'hui 49% du PNB, pour moins de 10% pour l'agriculture et la pêche. Ainsi, 39% de la population active travaillent dans l'agriculture contre 17% dans l'industrie, le secteur des transports et la communication. Il est également difficile d'établir une frontière stricte entre population rurale et urbaine. Tout comme en Chine de nos jours ou en Europe pendant la première phase de la révolution industrielle, les ouvriers sont aussi des paysans. Les personnes qui résident dans les villages vivent en partie grâce aux transferts d'argent des membres de la famille employés dans l'industrie ou dans le secteur des services et rentrent régulièrement dans leurs villages pour travailler la terre. Les ouvriers du bâtiment reviennent notamment pendant la période des récoltes.

De surcroît, les inégalités sont criantes entre la région de Bangkok et celles du Nord et du Nord-Est du pays. En 2010, la capitale concentrait 48% du PNB et les habitants y disposaient d'un revenu par tête huit fois supérieur à celui des habitants des zones les plus pauvres du pays dont les populations émigrent vers Bangkok et les provinces alentour. Entassées dans les quartiers pauvres et les bidonvilles de la capitale, elles ont été les premières touchées par des inondations, dont les quartiers les plus riches ayant été préservés. En contribuant à la victoire du Phuea Thai (Pour les Thaïlandais), parti dirigé par

Yingluck Shinawatra, sœur de leur héros, Thaksin Shinawatra, Premier ministre de 2000 à 2006 actuellement en exil à Dubaï, les migrants espéraient pourtant avoir enfin retrouvé un dirigeant qui se préoccupe de leurs intérêts.

Depuis 1932 et la fin de la monarchie, la Thaïlande peine à trouver son équilibre et balance entre régime autoritaire et démocratie. Le pays a connu neuf coups d'Etat aboutis, onze tentatives avortées et dix-huit Constitutions dont la dernière date de 2007. En 1992 après l'intervention du roi en faveur d'un gouvernement formé par des experts, l'ère des régimes militaires a semblé révolue. En 1998, le pays s'est doté d'une Loi fondamentale qui instaurait des mesures contre l'achat de voix aux élections et d'autres formes de corruption. Dans le même temps, les tensions se sont accentuées entre les élites de Bangkok et un nouveau groupe formé d'hommes politiques et d'hommes d'affaires s'est formé. Basé à Chiang Mai, il est dirigé par l'emblématique Thaksin Shinawatra, ancien officier de police, magnat des médias, l'homme le plus riche de la Thaïlande, une sorte de Berlusconi thaïlandais. Dès 2000, son parti Thai Rak Thai (Les Thaïlandais qui aiment les Thaïlandais) a remporté la majorité absolue au parlement, une performance rééditée quatre ans plus tard. Plébiscité par ses partisans qui le voient comme le premier homme politique à s'intéresser aux problèmes du petit peuple, Thaksin Shinawatra proposait un programme populiste qu'il a largement appliqué. Mais l'élite dirigeante de Bangkok n'a jamais accepté sa légitimité. Renversé en septembre 2005 à la suite d'un coup d'Etat soutenu par le Parti démocrate alors dans l'opposition, les proches de la famille royale et la classe moyenne de Bangkok, Thaksin Shinawatra est accusé de corruption et contraint à l'exil.

Ses partisans, qui s'appuient sur les catégories sociales les plus défavorisées ont su résister. Malgré l'interdiction du parti Thai Rak Thai et l'éviction du parlement de cent huit de ses députés, le Parti du peuple, formation créée par Thaksin Shinawatra, a remporté les premières élections organisées après le coup d'Etat de 2007. Après l'invalidation de la nomination de deux hommes issus de ce parti au poste de Premier ministre, la Cour constitutionnelle a décidé en décembre 2008 de dissoudre la formation. Le Parti démocrate s'est alors installé au pouvoir. Voyant les résultats électoraux bafoués par l'establishment de Bangkok les chemises rouges ont occupé le centre de la capitale. Ce mouvement a été violemment réprimé faisant plus de 90 morts et presque 1 400 blessés. Au final, les manœuvres politiciennes et la violence se sont révélés contreproductifs puisque le Phuea Thai a remporté la majorité absolue aux élections législatives du 3 juillet dernier. La formation est dirigée par la sœur cadette de Thaksin, Yingluck, qui se présente comme le « clone » de son frère. La nouvelle Premier ministre a formé un gouvernement de coalition avec quatre autres partis qui lui assure une majorité de 299 sièges sur les 500 que compte le parlement. Inspirée par le succès de son frère – et pour certains téléguidée par lui –,

Yingluck Shinawatra, ancienne femme d'affaires, novice en politique, a présenté un programme populiste préconisant une augmentation de 40% du salaire minimum (pour 25% pour les Démocrates)

La carte des résultats électoraux révèle une Thaïlande coupée en deux avec Bangkok et le Sud acquis à l'opposition et le reste du pays favorable au Phuea Thai. Devant la nette victoire de Yingluck Shinawatra, l'armée n'a pas eu d'autre choix que d'accepter le résultat du scrutin. Mais, comme l'a écrit le Bangkok Post, Thaksin et ses partisans suscitent toujours la haine de la bourgeoisie de Bangkok qui aime à qualifier ces derniers de « buffles ». De toute évidence, Yingluck marche sur un champ de mines et fait l'objet de nombreuses attaques dans sa gestion des inondations. L'armée et le gouverneur démocrate de Bangkok, Sukhumbhand Paribatra, ont ignoré ses ordres. Loin du sursaut d'unité nationale qu'on aurait pu espérer face à une calamité nationale de cette ampleur, on constate au contraire que les clivages sociaux et politiques restent les plus forts.

La vision du palais royal de Bangkok envahi par les eaux a fortement marqué les esprits. La question se pose : assistons-nous à la fin du règne de la dynastie Chakri ? On dit le roi mourant et le peuple thaïlandais semble peu apprécier le prince héritier. Par ailleurs, le coup d'Etat de septembre 2006, considéré comme royaliste, et la répression violente des manifestations des chemises rouges en avril 2010 a mis fin à un tabou et libéré le débat sur le rôle de la monarchie. En témoigne l'augmentation considérable du nombre de procès pour lèse-majesté : cinq à six par an avant 2005, 478 pour la seule année 2010. A cette forme de censure s'ajoute celle du Bureau de prévention et de suppression des crimes informatiques, organisme qui bloque les sites Internet qui critiquent la monarchie (60 000 pages fermées depuis 2007). La société thaïlandaise est à la recherche d'un nouveau contrat social, d'un ordre politique plus juste et plus respectueux de la démocratie et d'un partage plus équitable des richesses du pays.